



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour

La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ...

• (Page 07)

Miss Togo 2026

Un avant-goût scintillant à Kara

La ville de Kara a vibré au rythme de l'élégance et de la beauté ce vendredi 25 juillet 2025, accueillant en exclusivité la présentation des candidates finalistes de l'élection Miss Togo 2026. Un événement rendu possible ..

• (Page 05)

Cryptomonnaie

Comment la Russie déjoue les sanctions américaines

Pour contourner les sanctions occidentales liées à la guerre en Ukraine, la Russie miserait désormais sur «A7A5», ...

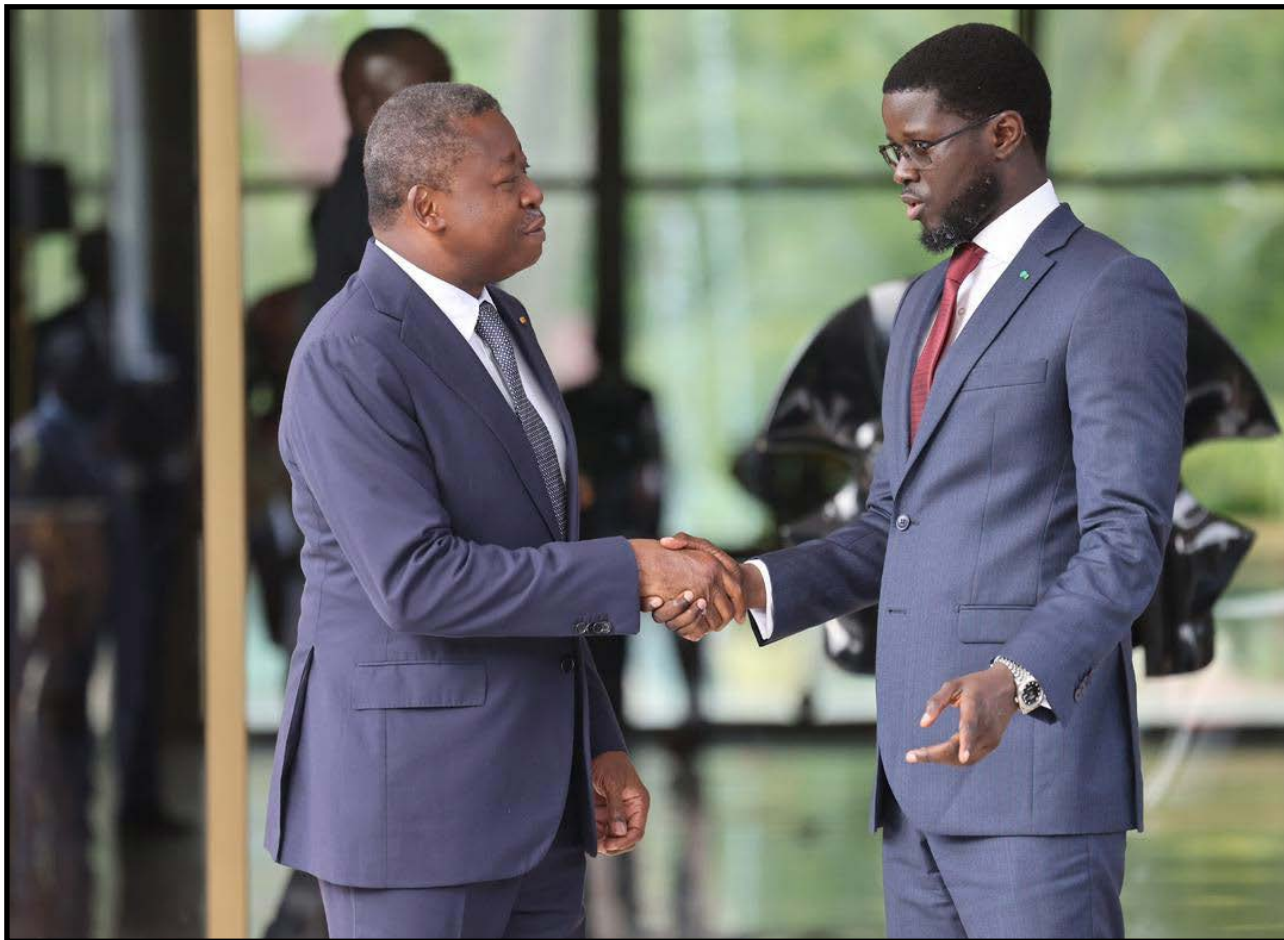
• (Page 08)



Crises africaines, ZLECAf, climat, sécurité, économie...

• (Page 03)

Togo – Sénégal, le tandem en action



Lutte contre la fraude et la criminalité financière

• (Page 04)

La CIMA prescrit de nouvelles règles aux assureurs

Formation

Signature d'accords entre l'Université de Lomé et Beijing Forestry University

Le mercredi 23 juillet 2025, l'Université de Lomé (UL) a signé un accord d'échange d'étudiants et un ...

• (Page 02)

Afrique francophone

La Famille Brown prend le contrôle des entités Prudential Beneficial

Une page se tourne, une autre s'écrit avec détermination et ambition. La Famille Brown, portée par la vision de Monsieur Eddie Ford ...

• (Pages 04)

Kampala

Sommet sur le financement du développement les 1er et 2 septembre

La Banque ougandaise de développement (UDB) organise le premier Sommet ougandais sur le financement du développement. Ce sommet très attendu, prévu les 1er ...

• (Page 06)

Togo

L'ANPE recrute 1000 étudiants pour des stages en entreprises

L'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) a lancé le jeudi 24 juillet un appel à candidatures pour le placement de 1000 étudiants en stage d'immersion en ...

• (Page 11)

CANALBOX
VIVEZ L'INTERNET ILLIMITÉ

8866
Coût de l'appel : 20 FCFA.

TESTEZ CHEZ VOUS
VOTRE ÉLIGIBILITÉ

TÉLÉCHARGEZ
L'APP CANALBOX



INSTALLATION DE LA BOX
100% GRATUITE*

*Offre valable jusqu'au 31 août 2025; Sous conditions d'éligibilité et de paiement du premier forfait mensuel



www.canalbox.tg

Formation

Signature d'accords entre l'Université de Lomé et Beijing Forestry University

Le mercredi 23 juillet 2025, l'Université de Lomé (UL) a signé un accord d'échange d'étudiants et un mémorandum d'accord culturel, scientifique et pédagogique avec Beijing Forestry University (BFU), l'une des institutions chinoises les plus prestigieuses dans les domaines de la foresterie et de l'écologie.

Cet événement, présidé par le 1^{er} vice-président de l'UL, le professeur Komlan Batawila, et le vice-président de BFU, M. Guohui Zou, scelle une alliance stratégique pour la formation, la recherche et l'innovation au service du développement durable. Dans son discours de circonstance, le professeur Batawila a souligné la portée symbolique de cet accord : « Bien plus qu'un simple partenariat, cette convention incarne notre engagement commun pour le savoir, la recherche scientifique et la préservation de l'environnement – un enjeu mondial qui transcende les frontières ». Il a rappelé les axes stratégiques de l'UL, notamment la modernisation pédagogique et l'innovation scientifique, alignés sur la vision 2030 de l'institution. De son côté, le professeur Guohui Zou a mis en lumière l'amitié sino-togolaise, renforcée par des initiatives comme la Ceinture et la Route et le Forum sur la Coopération sino-africaine. « La BFU, avec pour mission « d'avancer vers un développement vert et construire un monde beau », trouve en l'Université de Lomé un partenaire idéal pour concrétiser cette vision », a-t-il déclaré. Par ailleurs, il a évoqué le fait



que sept étudiants togolais ont déjà obtenu des diplômes de la BFU, tandis que deux autres y poursuivent actuellement leurs études.

Des opportunités concrètes pour les étudiants et chercheurs

Les accords signés ouvrent un horizon riche en possibilités pour les étudiants, enseignants et chercheurs des deux institutions. Les échanges académiques permettront à deux étudiants par an d'effectuer des séjours d'un semestre ou d'une année dans l'une des universités, dans des filières ciblées comme l'écologie, la foresterie, ou les technologies géospatiales (GIS et télédétection). Cette mobilité estudiantine s'accompagnera d'une dynamique de recherche partagée, avec des projets collaboratifs sur des thématiques cruciales telles que la préservation des écosystèmes tropicaux, la lutte contre le changement climatique ou l'utilisation durable des bioressources. La coopération s'étendra également au corps enseignant, favorisant le partage d'expertises pédagogiques par les échanges

de professeurs, le partage de ressources pédagogiques et l'organisation conjointe de séminaires scientifiques internationaux.

Un enjeu environnemental mondial

Les discours ont aussi mis en lumière les défis écologiques communs aux deux pays. Avec 17% des forêts mondiales, l'Afrique joue un rôle clé dans la régulation du climat. Le Togo, dont la couverture forestière est passée de 25% à 8,6% en raison d'un taux de déclin annuel de 4,5%, s'est engagé dans l'Initiative AFR100 pour restaurer ses paysages forestiers. La Chine, quant à elle, affiche une croissance forestière nette depuis deux décennies, avec un taux de couverture dépassant 25%. « Cette coopération est une opportunité pour mutualiser nos expériences – entre les modèles chinois de conservation et les initiatives togolaises de restauration communautaire », a expliqué M. Zou. Un point repris par le professeur Batawila, qui a évoqué des projets futurs comme la réhabilitation des mangroves au sud du Togo.

Avec univ-lome.tg



Image du jour

FESMA

Festival la Marmite

De la ferme à l'assiette

4^e édition

du 06 au 10 août 2025

Rendez-vous du 06 au 10 août 2025 à Lomé pour une rencontre unique entre l'authenticité et la modernité

Chef Brice Laurent DUBOIS

Parrain de l'édition 2025 du FESMA

www.festivalamarmite.com

+228 79 94 77 91 / +228 99 04 20 09

AUX DECIDEURS ...

Au service de l'Afrique...

Le 25 juillet 2025 restera comme une date symbolique dans les annales de la diplomatie ouest-africaine. Ce jour-là, le Président sénégalais Bassirou Diomaye Diakhar Faye répondait à l'invitation de son homologue togolais, Faure Essozimna Gnassingbé, pour une visite d'amitié et de travail à Lomé. Mais bien au-delà des formes protocolaires, cette rencontre incarne une volonté partagée de redéfinir la coopération africaine sur des bases plus solidaires, plus stratégiques, et surtout plus souveraines. Loin des discours convenus, les deux chefs d'État ont mis en avant une vision lucide et ambitieuse pour leurs peuples, fondée sur la paix, l'intégration régionale et la maîtrise des leviers de développement. Le Sénégal et le Togo, dans un dialogue franc, ont réaffirmé l'importance de bâtir des ponts économiques et culturels, d'intensifier les échanges bilatéraux et de créer des synergies au service d'un avenir commun. Cette alliance de bon sens et de cœur est un signal fort dans une Afrique où la diplomatie est trop souvent dictée par des agendas extérieurs. La reconnaissance de Faure Gnassingbé comme Médiateur de l'Union africaine dans la crise des Grands Lacs, saluée par le Président Faye, n'est pas anodine. Elle consacre la place croissante du Togo comme acteur de paix crédible sur la scène continentale. Et elle souligne une constante : l'Afrique n'a plus le luxe de déléguer la résolution de ses conflits. Elle doit inventer ses propres mécanismes, ses propres voix, ses propres solutions. Dans un contexte mondial plombé par les conflits au Moyen-Orient et en Ukraine, où les équilibres économiques et énergétiques sont bouleversés, l'appel des deux dirigeants à des réponses politiques et diplomatiques n'est pas une posture, mais une urgence. Le développement ne peut se concevoir sans la paix, pas plus qu'il ne peut s'enraciner sans sécurité ni stabilité. Leur mise en garde contre le terrorisme, la criminalité organisée et les trafics illégitimes témoigne d'une claire conscience des menaces systémiques auxquelles l'Afrique doit faire face. Et que dire de l'appel appuyé en faveur de la ZLECAf et du Marché unique du transport aérien africain ? Voilà deux projets concrets, porteurs de transformation, que Faure Gnassingbé et Bassirou Diomaye Faye souhaitent accélérer. Une Afrique qui échange avec elle-même, qui transporte ses biens et ses idées librement, qui fonde sa croissance sur ses propres ressources : c'est une Afrique qui s'affirme. Enfin, le volet environnemental abordé par les deux présidents rappelle que la coopération africaine ne peut plus faire l'économie d'une solidarité climatique. Le dérèglement est là, visible, palpable. Et face à l'urgence, l'Afrique doit parler d'une seule voix, qu'il s'agisse d'obtenir des financements climatiques justes ou de renforcer ses capacités d'adaptation. La chaleur de l'accueil togolais, les mots de gratitude du Président Faye, et l'invitation lancée à Faure Gnassingbé à effectuer une visite au Sénégal, viennent sceller cette dynamique fraternelle et stratégique. C'est un partenariat qui n'est pas fait de dépendance, mais de confiance. Un pacte africain entre égaux, résolu à construire ensemble une souveraineté partagée. Cette rencontre n'est pas qu'un moment diplomatique. Elle est un modèle. Un signal d'espoir pour une Afrique qui s'assume, se parle et avance unie vers son destin.

M.T

Le Togo en chiffres

DEMOGRAPHIE

	Pays	Afrique de l'Ouest	Afrique subsaharienne
Population (NU, 2023)	9,3 M	446 M	1,2 Md
Taux de croissance démographique (NU, 2023)	2,3%	2,3%	2,6%
Population en 2050 (estimations NU, 2023)	15,6 M	735 M	2,1 Mds
Taux de fertilité (NU, 2023)*	4,2	4,4	4,3
Mortalité infantile des enfants de moins de 1 an (NU, 2023)**	41	60	48
Taux de natalité chez les femmes âgées de 15 à 19 ans (2023, NU)***	77,1	91,2	94,4
Part de la population âgée de moins de 15 ans (NU, 2023)	39,9%	41,5%	41%
Espérance de vie à la naissance (NU, 2023)	62,7 ans	58,3 ans	62,1 ans
Part de la pop. urbaine (NU, 2023)	44,5%	49,5%	43,1%

* Nombre d'enfants par femme. ** Nombre de décès pour 1000 enfants. *** Nombre de naissances pour 1000 femmes.

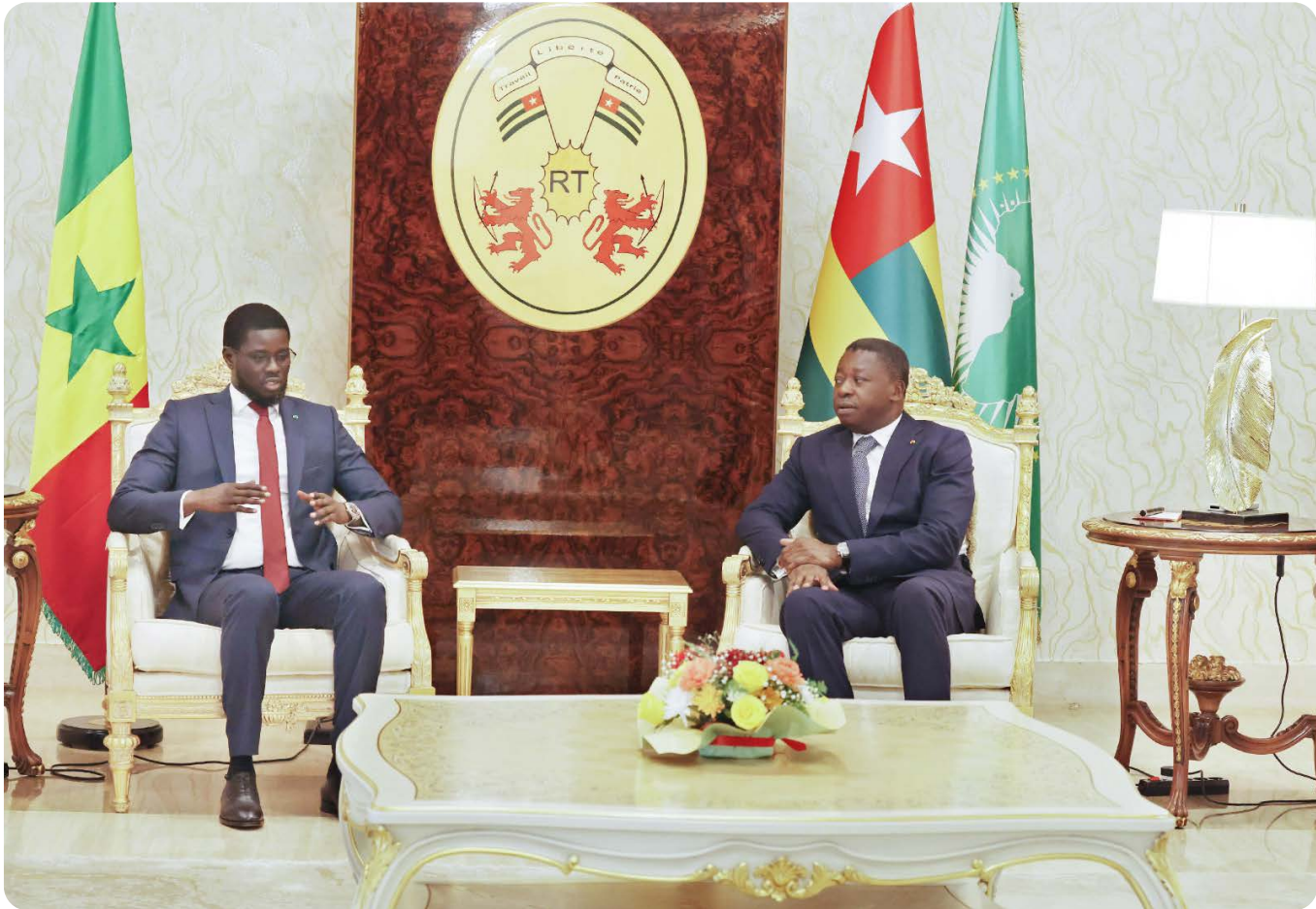
● Source : tresor.economie.gouv.fr

Crises africaines, ZLECAf, climat, sécurité, économie...

Togo – Sénégal, le tandem en action

À l'invitation du Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, le Président de la République du Sénégal, Bassirou Diomaye Diakhar Faye a effectué ce vendredi 25 juillet 2025 une visite d'amitié et de travail à Lomé. Cette rencontre diplomatique de haut niveau a été marquée par des échanges approfondis sur les questions bilatérales, continentales et internationales.

Au plan bilatéral, les deux dirigeants se sont félicités de l'excellence des relations d'amitié et de coopération qui existent entre le Sénégal et le Togo. Ils ont réaffirmé leur volonté de renforcer davantage leur partenariat dans l'intérêt de leurs populations respectives. Une attention particulière a été portée à l'intensification des échanges économiques et culturels entre les deux pays. Les Présidents Faure Essozimna Gnassingbé et Bassirou Diomaye Diakhar Faye ont salué le climat de paix, de stabilité et de concorde nationale régnant au Sénégal comme au Togo. Ils ont convenu de continuer à œuvrer activement pour préserver ces acquis, condition essentielle à la poursuite des processus de développement en cours dans leurs pays. Concernant la situation en Afrique de l'Ouest et sur l'ensemble du continent, les Présidents Faure Essozimna Gnassingbé et Bassirou Diomaye Diakhar Faye ont émis le vœu de voir les crises actuelles rapidement résolues. Ils ont insisté sur la nécessité de trouver des solutions africaines et concertées pour garantir la paix durable, indispensable à un développement harmonieux de l'Afrique.



A cet égard, le Président sénégalais a félicité chaleureusement le Président du Conseil de la République togolaise pour sa désignation comme Médiateur de l'Union africaine (UA) dans la crise de la région des Grands Lacs. Il a émis le vif souhait que cette mission contribuera à une résolution rapide et pacifique de cette crise. Les deux dirigeants ont également salué les avancées enregistrées dans la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale

africaine (ZLECAf) et du Marché unique du transport aérien en Afrique (MUTAA), tout en appelant les pays non encore engagés à rejoindre ces initiatives porteuses d'intégration continentale. Sur le plan international, les Présidents Faure Essozimna Gnassingbé et Bassirou Diomaye Diakhar Faye ont appelé à des solutions politiques et diplomatiques urgentes pour mettre un terme aux conflits en Ukraine et au Moyen-Orient, dont les effets négatifs se font durement sentir dans de nombreuses

régions du monde. Dans le domaine sécuritaire, ils ont exhorté tous les pays à renforcer leur coopération dans la lutte contre le terrorisme, la criminalité transnationale organisée et les trafics illicites, soulignant la nécessité d'une action collective face à ces menaces qui gangrènent le développement économique du continent. Face aux enjeux climatiques, les deux hauts responsables ont plaidé pour une intensification de la coopération bilatérale et multilatérale en matière de protection de

l'environnement et de lutte contre les effets du changement climatique dont les conséquences économiques

sont déjà visibles partout dans le monde. Au terme de cette visite d'amitié et de travail, le Président Bassirou Diomaye Diakhar Faye a exprimé à son Frère et Ami, Faure Essozimna Gnassingbé, Président du Conseil de la République togolaise, au Gouvernement et au peuple togolais, ses sincères remerciements et sa profonde gratitude pour l'accueil chaleureux et fraternel qui lui a été réservé ainsi qu'à la délégation qui l'accompagne. En signe de continuité de ce partenariat fructueux, le Président sénégalais a invité le Président du Conseil de la République togolaise à effectuer une visite officielle au Sénégal. Une invitation que le Président Faure Essozimna Gnassingbé a acceptée de bonne grâce.

Avec presidencedu-conseil.gouv.tg



Le Togo en chiffres

	2023	2024
Croissance du PIB réel (FMI)	5,6 %	5,3 %
Croissance du PIB réel par habitant (FMI)	3,1 %	2,8 %
Taux d'inflation moyen annuel (FMI)	5,3 %	2,7 %
Solde budgétaire global, dons compris (en % du PIB, FMI)	-6,7 %	-4,9 %
Dette publique (en % du PIB, FMI)	68,0 %	69,7 %
Recettes publiques (en % du PIB, FMI)	19,8 %	19,0 %
Solde courant externe (en % du PIB, FMI)	-2,9 %	-3,0 %
Réserves en mois d'importations (FMI, Regional Economic Outlook) (UEMOA)	3,2 mois	3,3 mois



Source : tresor.economie.gouv.fr

Lutte contre la fraude et la criminalité financière

La CIMA prescrit de nouvelles règles aux assureurs

Entré en vigueur le 10 juillet 2025, le nouveau Règlement n°0003/CIMA/PCMA/PCE/SG/2025 introduit des mesures rigoureuses dans l'espace CIMA (Conférence Interafricaine des Marchés d'Assurances) pour renforcer la lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et la prolifération des armes de destruction massive.

● Joel Yanclo

Les nouvelles dispositions modifient de façon substantielle le cadre réglementaire précédent, imposant de nouvelles obligations aux sociétés d'assurance, de réassurance et de courtage. Plusieurs articles apportent des précisions importantes et imposent des obligations renforcées. Ainsi, l'article 2 : Clarifie la notion de « sans délai » en la fixant à un maximum de 24 heures. L'article 4 : Impose une actualisation trimestrielle de la cartographie des risques LBC/FT/FP, désormais fondée sur des données nationales, régionales et celles de la Commission de contrôle. L'article 5 : Étend les règles de gouvernance (de 12 à 13) en introduisant une procédure de recrutement, formation, information et sensibilisation du personnel. Il rend également obligatoires les programmes LBC/FT/FP à l'échelle du groupe, incluant des règles de partage d'information strictement encadrées. L'article 7 : Rend obligatoires deux sessions de formation annuelles pour les organes dirigeants et les équipes, et exige une évaluation annuelle du système d'information par le responsable conformité. L'article 13 : Renforce le dispositif KYC (connaissance du client), avec une attention particulière aux opérations suspectes, aux transactions importantes en espèces ou aux paiements significatifs dans les zones UEMOA et CEMAC. L'article 16 : Sup-



prime certains emplois de la liste des opérations sensibles, notamment ceux liés au rachat de bons anonymes. L'article 26 : Précise les sanctions, avec des amendes pouvant aller jusqu'à 2 % des primes ou cotisations selon la gravité. Les autorités nationales sont désormais habilitées à sanctionner également les courtiers.

Un cadre plus rigoureux pour une meilleure résilience du secteur

Cette révision réglementaire traduit une volonté claire de la CIMA de moderniser et de muscler son dispositif de conformité. En uniformisant les pratiques, en intégrant une approche basée sur les risques et en ciblant particulièrement les enjeux de transparence au sein des groupes, le nouveau texte permet de mieux anticiper et réagir face aux menaces complexes du blanchiment, du terrorisme et de la prolifération. L'obligation de formation continue, la révision annuelle des systèmes d'information, et l'exigence de vérifications approfondies du profil client marquent une

évolution vers une conformité proactive et intégrée. Le régime de sanctions élargi, quant à lui, renforce la capacité dissuasive des autorités de régulation.

Harmonisation régionale et conformité internationale

La réforme intervient dans un contexte régional marqué par la montée des risques transfrontaliers et l'alignement progressif sur les normes du GAFI (Groupe d'action financière). L'espace CIMA, regroupant 14 pays d'Afrique subsaharienne, cherche ainsi à se doter d'un système normatif robuste capable de soutenir la stabilité financière, la transparence économique et l'intégrité des institutions. Avec cette évolution réglementaire, les sociétés d'assurance et de courtage devront s'adapter rapidement, mettre à jour leurs procédures internes et renforcer la formation de leurs équipes. Il en va de leur crédibilité, mais aussi de la résilience du secteur financier africain face aux menaces globales.

Afrique francophone

La Famille Brown prend le contrôle des entités Prudential Beneficial

Une page se tourne, une autre s'écrit avec détermination et ambition. La Famille Brown, portée par la vision de Monsieur Eddie Ford BROWN, actionnaire et ancien Regional CEO Afrique Francophone de Prudential Africa annonce la reprise totale des activités issues de la joint-venture entre Prudential plc et le Groupe Beneficial, initiée en 2019, et la naissance d'une nouvelle entité : Belife Insurance.

Fruit d'une décision stratégique partagée avec Prudential Plc, ce tournant marque la volonté de la Famille Brown, de poursuivre la mission engagée depuis 1974 en Afrique. L'ensemble des opérations de Prudential Plc en Afrique Francophone, notamment en Côte d'Ivoire, au Cameroun et au Togo, continueront sous une nouvelle identité : Belife Insurance ! « Ce changement n'est pas une simple transition. C'est le début d'une nouvelle dynamique, portée par notre passion pour l'Afrique, et par une vision claire : devenir un leader de l'assurance en Afrique, plus agile et plus proche de ses collaborateurs et de ses clients. » mentionne Eddie Brown, Président Directeur Général de Belife Insurance. Belife Insurance est une entreprise panafricaine tournée vers l'avenir mais enracinée dans plus de 50 ans d'histoire. L'ambition de Belife Insurance est de valoriser les talents pour bâtir une entreprise d'excellence. Belife Insurance est une entreprise qui place ses clients au cœur de ses décisions, avec la volonté sincère de toujours offrir à sa communauté le meilleur. Belife Insurance, c'est aussi une force commerciale engagée,



dynamique et fière d'accompagner les familles africaines à chaque étape de leur vie, avec intégrité, écoute et expertise. Aujourd'hui, une nouvelle page s'ouvre pour l'entreprise : un chapitre empreint d'audace, d'ambition et d'opportunités avec Belife Insurance.

À propos de Belife Insurance

Belife Insurance est un groupe panafricain d'assurance fondé par la M.Allen BROWN Sr, héritier d'un sa-



voir-faire enraciné en Afrique depuis 1974. Présente en Côte d'Ivoire, au Cameroun et au Togo, Belife Insurance est née du rachat intégral des opérations de Prudential Plc en Afrique francophone. Plus qu'un assureur, Belife Insurance est le symbole d'une nouvelle génération d'entreprises africaines : indépendantes, ambitieuses et profondément humaines. Grâce à sa vision continentale, son excellence opérationnelle, sa proximité avec les clients et son esprit d'innovation, Belife Insurance entend redéfinir les standards du secteur. L'engagement Belife Insurance est clair : bâtir une assurance plus forte, plus agile, plus proche pour et avec les Africains.

(BELIFE INSURANCE)

Classement des passeports les plus puissants

Le Togo gagne cinq places

Le Togo améliore sa position dans le dernier classement mondial des passeports les plus puissants, publié par le cabinet londonien Henley & Partners. Le pays se hisse désormais à la 76° place, contre la 81° en février dernier, gagnant ainsi cinq rangs.

Ce classement repose sur le nombre de destinations accessibles sans visa préalable ou avec un visa délivré à l'arrivée. Le passeport togolais permet actuellement de se rendre dans 60 pays sans formalités préalables, selon l'indice établi en partenariat avec l'International Air Transport Association (IATA), qui regroupe plus de 250 compagnies aériennes. Au sein de l'espace UEMOA, le Togo occupe la troisième position, derrière le Bénin et le Ghana, tous deux classés 71° au niveau mondial et bénéficiant d'un accès sans visa à 67 destinations. À l'échelle continentale, le Togo se positionne au 22° rang. Les Seychelles conservent leur statut de leader africain, avec un passeport classé 24° mondial et donnant accès à 156 destinations sans



visa. L'Afrique du Sud (48° mondiale) et le Botswana (59°) complètent le podium africain. Sur le plan mondial, Singapour maintient sa première place avec un total de 193 destinations accessibles sans visa. Le Japon et la Corée du Sud suivent avec 190 destinations. La troisième place est partagée par sept pays européens :

l'Allemagne, l'Espagne, la France, l'Italie, la Finlande, le Danemark et l'Irlande, chacun ayant un accès sans visa à 189 pays. Notons que l'indice Henley Passport est mis à jour régulièrement pour refléter les évolutions des politiques de visas à travers le monde.

Avec Togo First

Sukuk 2016-2026

Le Togo s'apprête à rembourser 12,1 milliards FCFA sur son prêt islamique

Lomé prévoit de décaisser 12,121 milliards FCFA le 17 août 2025, dans le cadre du remboursement partiel en capital et du paiement des profits de son emprunt obligataire islamique « Sukuk État du Togo 6,50 % 2016-2026 », selon une annonce de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM).

Lancé en juillet 2016 pour mobiliser un montant total de 150 milliards FCFA, cet instrument de financement conforme à la finance islamique, était destiné à soutenir des projets de développement économique et social. Ce Sukuk, structuré autour d'un Fonds commun de titrisation de créances (FCTC), avait été émis sous la forme

de 15 millions de parts d'une valeur nominale de 10 000 FCFA chacune, avec une marge de profit fixée à 6,50 %. La Bourse régionale précise par ailleurs que les titres coteront ex-marge de profits à compter du 12 août 2025 (à partir de cette date, les achats de tranches dudit Sukuk ne donneront pas droit aux profits prévus pour le 17 août). La date limite pour bénéficier

du versement est fixée au 11 août.

Avec Togo First



Miss Togo 2026

Un avant-goût scintillant à Kara

La ville de Kara a vibré au rythme de l'élégance et de la beauté ce vendredi 25 juillet 2025, accueillant en exclusivité la présentation des candidates finalistes de l'élection Miss Togo 2026. Un événement rendu possible grâce au partenariat entre BB Lomé, à travers sa marque Beaufort Lager, et le Comité national Miss Togo, offrant un avant-goût spectaculaire de la grande finale.

Sous l'égide de Nadiratou Afolabi, Miss Togo 2025, les 19 prétendantes à la couronne de Miss Togo 2026 ont défilé tour à tour, captivant l'attention du public de Kara. Cette présentation exclusive s'est déroulée sur l'aire de jeu du CEG Tomdè, transformée pour l'occasion en une foire commerciale animée, la "Foire Matata", dans le cadre des festivités Évala. Un carré VIP aux couleurs de l'univers Beaufort a permis aux invités de profiter pleinement de cette soirée d'animation.

Guillaume Bogla, membre du comité national Miss Togo, a exprimé la fierté et le plaisir du comité de visiter le site de leur partenaire BB Lomé, activé pour les Évala, et de présenter les candidates aux fidèles consommateurs avant la grande finale



prévue le 6 décembre 2025 au Palais des congrès de Lomé. La soirée a également été marquée par des performances vibrantes d'artistes locaux tels qu'Aklesso Le Griot et Marco le Disciple, enflammant la scène. Un concours de danse primé, des prestations du groupe Mi-Ami et une discothèque à ciel

ouvert ont prolongé la célébrité jusqu'aux premières heures du jour, créant une ambiance festive inoubliable.

Partenariat Gagnant-Gagnant

Cet événement à Kara illustre parfaitement la synergie réussie entre le monde de

la beauté et celui de l'industrie brassicole. Le partenariat entre BB Lomé (via Beaufort Lager) et le Comité national Miss Togo transcende la simple commandite pour devenir une véritable collaboration stratégique. Pour le Comité Miss Togo, cette exclusivité à Kara permet non seulement de populari-

ser l'événement au-delà de la capitale, mais aussi de renforcer le lien avec le public en amont de la finale. Pour BB Lomé, l'activation de ses marques (Pils, Awooyo, Lager) à des prix attractifs lors d'un événement aussi populaire que les Évala, dans un espace dédié comme le carré VIP Beaufort, est une stratégie de marketing de proximité efficace. Elle permet de renforcer la fidélité des clients et de captiver une audience large et engagée, démontrant ainsi la capacité de la marque à s'intégrer dans les moments festifs et culturels du pays. La présence d'artistes locaux et les diverses animations ont également

contribué à créer une expérience mémorable pour les participants, renforçant l'image positive des partenaires.

Évala pour la promotion et la découverte

La tenue de cet événement à Kara, en plein cœur des festivités Évala, n'est pas anodine. Les Évala sont des célébrations culturelles et traditionnelles majeures dans la région de la Kara, attirant un public nombreux et diversifié. Ce cadre festif et populaire a offert une plateforme idéale pour la présentation des candidates Miss Togo 2026, leur permettant de se connecter avec une audience différente de celle de la capitale. Pour BB Lomé, la "Foire Matata" et le carré VIP Beaufort au sein de cet événement culturel ont représenté une opportunité unique de visibilité et de promotion directe auprès d'une cible locale et engagée. C'est dans ce contexte de célébration de la culture et de la jeunesse que l'élégance et la fraîcheur de Miss Togo et de Beaufort Lager ont pu rayonner, créant une harmonie parfaite entre tradition, divertissement et promotion de la beauté togolaise.



Kampala

Sommet sur le financement du développement les 1er et 2 septembre

La Banque ougandaise de développement (UDB) organise le premier Sommet ougandais sur le financement du développement. Ce sommet très attendu, prévu les 1er et 2 septembre 2025 à Kampala, se déroulera sous le thème : « Transformer l'Afrique grâce à l'architecture nationale de financement du développement ».

● Joel Yanclo

L'événement phare réunira plus de 400 participants de haut niveau issus des gouvernements, des institutions financières nationales, du secteur privé, du monde universitaire et des praticiens de la finance internationale. Ils aborderont la nécessité d'explorer de nouvelles options et approches de financement pour libérer le potentiel économique de l'Afrique. Par un dialogue inclusif et une collaboration stratégique, l'événement vise à accélérer la croissance durable, à répondre aux priorités de développement urgentes et à tracer une voie audacieuse, pragmatique et tournée vers l'avenir pour les économies africaines. Cela est devenu impératif, affirment les organisateurs, face à la raréfaction des sources de financement traditionnelles telles que l'aide et les financements concessionnels, l'Afrique se tournant de plus en plus vers les marchés mondiaux de la dette pour répondre à ses besoins de développement. Cependant, l'accès à ces marchés financiers internationaux présente son lot de défis, notamment un accès limité et des taux d'intérêt plus élevés que ceux des autres emprunteurs souverains. Cette situation a exacerbé le déficit de financement, rendant difficile l'apport de capitaux aux secteurs public et privé, freinant ainsi la croissance et la transformation économiques sur le continent. Pour Dr Patricia Ojangole, directrice géné-



rale de l'UDB, « l'accueil du Sommet sur le financement du développement souligne l'engagement de l'UDB à promouvoir le programme de financement du développement sur le continent africain. Ce sommet servira de plateforme de dialogue, de partage des connaissances et de création de partenariats, en mettant l'accent sur la promotion d'une croissance inclusive, le financement de projets durables et la résolution des défis auxquels sont confrontées les banques nationales de développement en Afrique. »

De nouveaux partenariats

Les participants au sommet bénéficieront d'informations précieuses, découvriront des solutions innovantes et noueront de nouveaux partenariats. Le sommet se concentrera sur des thèmes allant du rôle des banques nationales de développement dans la promotion du développement socio-économique durable au financement des politiques industrielles en Afrique, en passant par la création de chaînes de valeur agricoles et la mise en valeur des PME

pour l'Afrique. Il abordera également les contraintes et les opportunités du financement vert et les moyens de stimuler l'investissement grâce au financement mixte, entre autres. Les participants intéressés peuvent manifester leur intérêt en visitant la page d'inscription <https://ugandadevsummit.com/>, ce qui leur permettra de participer et de contribuer aux discussions.

L'Uganda Development Bank Limited en bref

L'Uganda Development Bank Limited (UDB) est l'institution nationale de financement du développement (IFD) du pays. Son mandat est d'accélérer le développement socio-économique par des interventions financières et non financières durables, tant en dette qu'en fonds propres. La Banque ougandaise de développement (BUD) aligne ses priorités sectorielles sur le Plan national de développement IV (PND IV), en mettant l'accent sur l'agriculture primaire, l'industrie (y compris l'agro-industrialisation, l'in-

dustrie manufacturière, les industries du savoir et les industries extractives), les services (santé, tourisme et hôtellerie, éducation, sciences,

technologie et innovation) et les infrastructures. L'agriculture, l'agro-industrie et l'industrie manufacturière constituent environ 75 % du

portefeuille de la Banque, conformément aux orientations du gouvernement dans le cadre du PND IV et de la Vision 2040.

Nigeria

Bola Tinubu obtient l'aval du Sénat pour un emprunt extérieur de 21 milliards \$

Ces ressources permettront de financer le budget ainsi que la construction des infrastructures prioritaires sur la période 2025-2026, dans le but de soutenir le développement économique du pays.

Le Sénat nigérian a approuvé le plan d'endettement extérieur d'un montant de 21,5 milliards de dollars soumis par le président Bola Ahmed Tinubu (photo) au Parlement en mai dernier, a annoncé Solomon Adeola, président de la Commission des finances du Sénat, cité par la presse locale. Cette approbation ouvre la voie à une levée de fonds destinée principalement à financer le budget de l'Etat et la construction des infrastructures stratégiques entre 2025 et 2026, afin de stimuler la croissance économique, créer des emplois et renforcer la sécurité alimentaire. Le plan de dépenses prévoit des investissements dans plusieurs secteurs clés. Les transports, l'énergie et



les télécommunications sont identifiés comme prioritaires pour le développement des infrastructures physiques. Le secteur agricole, quant à lui, devrait recevoir un appui renforcé pour accroître la productivité et garantir une meilleure résilience face aux enjeux alimentaires. Des ressources seront également allouées à la modernisation des infrastructures de santé et d'éducation, dans le but d'améliorer l'accès aux services sociaux de base. Avant d'être validé, ce pro-

jet d'emprunt a suscité de vifs débats au sein de la classe politique nigériane. L'opposition a exprimé ses inquiétudes quant à un niveau d'endettement jugé excessif, estimant qu'il pourrait fragiliser davantage les finances publiques. D'après les données publiées par le Bureau national des statistiques (NBS) le lundi 21 juillet 2025, la dette publique du Nigeria est estimée à 94,2 milliards de dollars, soit environ 38,6 % du produit intérieur brut (PIB). Bien que ce ratio reste en dessous des seuils critiques selon les normes internationales, les opposants au projet estiment que le rythme d'endettement doit être plus étroitement encadré, surtout dans un contexte économique marqué par l'inflation et la volatilité des recettes pétrolières.

Avec Agence Ecofin

Education numérique

Le Ghana accueillera la conférence eLearning Africa

La conférence eLearning Africa fera son grand retour au Ghana en juin 2026, dix-huit ans après sa dernière édition dans le pays. L'annonce officielle a été faite à Accra lors d'une cérémonie de signature d'un protocole d'accord entre le gouvernement ghanéen et les organisateurs de l'événement. La 19^e édition de cette rencontre panafricaine majeure se tiendra du 3 au 5 juin 2026 dans la capitale, réunissant des acteurs de l'éducation, de la technologie et du développement venus de tout le continent et au-delà.

Cette désignation n'est pas anodine. Elle reflète les avancées notables du Ghana en matière d'éducation numérique. Le vice-ministre de l'Éducation, Clement Abas Apaak, a salué une opportunité de démontrer le leadership du pays dans la transformation éducative, soulignant que cette conférence ne serait pas une simple vitrine, mais bien un tremplin pour de nouveaux partenariats durables au service des apprenants africains. Il a notamment insisté sur l'en-



gagement du Ghana à garantir un accès équitable à une éducation de qualité enrichie par la technologie, dans les centres urbains comme dans les zones rurales. Ce positionnement s'appuie

sur des réformes concrètes. Le projet GALOP (Ghana Accountability for Learning Outcomes Project), financé par la Banque mondiale et plusieurs fondations privées, touche aujourd'hui plus de

15 000 écoles publiques et deux millions d'élèves, tout en permettant la formation de 64 000 enseignants. Ce programme, qui fait partie intégrante du plan stratégique national pour l'Éducation 2030, vise à renforcer la qualité de l'enseignement de base et à professionnaliser le corps enseignant à grande échelle. La conférence de 2026 réunira à Accra plus de 1 000 participants issus de 80 pays, dont des ministres de l'Éducation, des décideurs politiques, des chercheurs, des entrepreneurs du numérique et des partenaires inter-

nationaux. Le programme comprendra également le lancement d'une série de revues scientifiques consacrées au numérique éducatif, sous la direction du professeur George K. T. Oduro, doyen de l'Université de Cape Coast et conseiller technique au ministère de l'Éducation. Au-delà des discours institutionnels, l'événement ambitionne de valoriser les innovations locales et les jeunes talents ghanéens œuvrant dans le secteur EdTech. Il s'agira pour le Ghana de démontrer sa capacité à penser, expérimenter et partager des

solutions africaines aux défis de l'apprentissage et du développement des compétences. Alors que les préparatifs sont déjà en cours, cette 19^e édition s'annonce comme un rendez-vous stratégique pour l'avenir de l'éducation sur le continent. Elle devrait permettre au Ghana de conforter son rôle de moteur de la transition numérique éducative en Afrique, en conjuguant vision politique, action concrète et rayonnement international.

Avec afriqueitnews.com

BRVM

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES

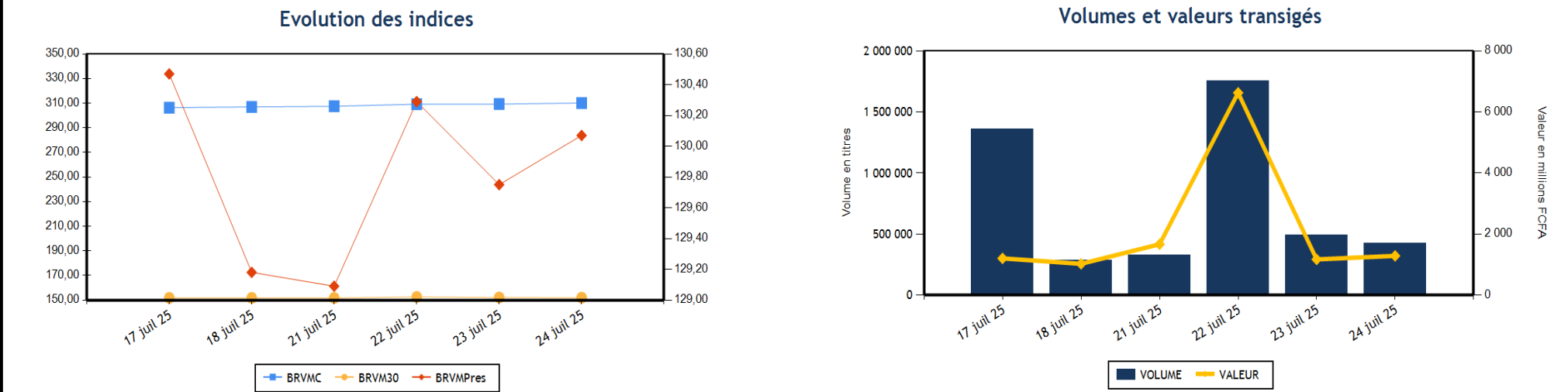
Afrique de l'Ouest

BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

jeudi 24 juillet 2025

N° 139

BRVM COMPOSITE	310,10	BRVM 30	151,95	BRVM PRESTIGE	130,07
Variation Jour	0,28 %	Variation Jour	-0,11 %	Variation Jour	0,25 %
Variation annuelle	12,35 %	Variation annuelle	9,52 %	Variation annuelle	13,26 %



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	11 955 967 378 837	0,28 %
Volume échangé (Actions & Droits)	421 120	-14,01 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	1 265 371 680	10,48 %
Nombre de titres transigés	45	0,00 %
Nombre de titres en hausse	21	23,53 %
Nombre de titres en baisse	16	-15,79 %
Nombre de titres inchangés	8	-11,11 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
UNILEVER CI (UNLC)	34 155	7,49 %	427,49 %
BICI CI (BICC)	17 955	7,48 %	28,25 %
UNIWAX CI (UNXC)	590	7,27 %	43,90 %
SAFCA CI (SAFC)	690	2,99 %	-4,17 %
FILTISAC CI (FTSC)	5 145	1,98 %	178,11 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	130,07	0,25 %	13,26 %	60 958	703 982 385	9,83
BRVM-PRINCIPAL	37	183,74	0,77 %	33,04 %	360 162	561 389 295	42,63

INDICES SECTORIELS ANCIENS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	235,71	1,90 %	100,84 %	58 940	403 971 780	115,13
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	712,16	-0,20 %	-6,78 %	49 220	576 986 345	9,78
BRVM - FINANCES	16	123,48	0,37 %	21,36 %	274 302	190 523 630	8,23
BRVM - TRANSPORT	1	347,58	0,71 %	5,78 %	4 466	6 286 140	4,51
BRVM - AGRICULTURE	5	309,14	1,00 %	56,87 %	15 907	64 637 335	9,96
BRVM - DISTRIBUTION	7	354,99	-0,21 %	5,88 %	18 179	22 558 180	38,45
BRVM - AUTRES SECTEURS	2	631,48	-3,99 %	-2,77 %	106	408 270	11,53

INDICES SECTORIELS NOUVEAUX

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - TELECOMMUNICATIONS	3	92,67	-0,18 %	-7,33 %	46 640	569 267 285	9,63
BRVM - CONSOMMATION DISCRETIONNAIRE	7	104,92	-1,14 %	4,92 %	8 045	8 016 510	52,95
BRVM - SERVICES FINANCIERS	16	121,35	0,36 %	21,35 %	274 302	190 523 630	8,23
BRVM - CONSOMMATION DE BASE	9	195,78	1,75 %	95,78 %	26 829	235 841 205	98,51
BRVM - INDUSTRIELS	6	139,71	0,99 %	39,71 %	48 741	234 094 410	5,36
BRVM - ENERGIE	4	103,91	-0,31 %	3,91 %	13 983	19 909 580	13,02
BRVM - SERVICES PUBLICS	2	109,45	-0,58 %	9,45 %	2 580	7 719 060	9,62

Cryptomonnaie

Comment la Russie déjoue les sanctions américaines

Moscou miserait désormais sur «A7A5», une cryptomonnaie adossée au rouble, moins surveillée que ses équivalents en dollars.

Pour contourner les sanctions occidentales liées à la guerre en Ukraine, la Russie miserait désormais sur «A7A5», une cryptomonnaie adossée au rouble, moins surveillée que ses équivalents en dollars, un circuit financier parallèle particulièrement efficace, d'après des experts interrogés par l'AFP. Lancée en février par un oligarque moldave prorusse en fuite et une banque publique russe, A7A5 vise explicitement à fournir un canal de paiement alternatif aux entreprises et aux particuliers russes qui commercent avec l'étranger, explique un rapport de l'ONG britannique Centre for Information Resilience (CIR) publié fin juin. Il s'agit d'un stablecoin, c'est-à-dire une devise numérique censée répliquer le cours d'une monnaie classique. C'est en l'occurrence le «tout premier stablecoin indexé sur le rouble», explique à l'AFP George Voloshin, de l'Acams, un groupe de lutte contre le blanchiment d'argent. Bien que l'utilisation d'A7A5 reste à ce stade «marginale», le chercheur y voit un «développement majeur», montrant que la Russie «cherche à acquérir une certaine autonomie vis-à-vis des grands acteurs de la crypto».

Portefeuilles bloqués

Exclusion de la Russie du système international de paiements Swift, gel des avoirs de grandes banques russes, interdiction des investissements étrangers...

États-Unis

Ipsos rassure sur sa croissance et ses perspectives

Le groupe d'études par enquêtes surprend agréablement le marché en renouant avec la croissance en données comparables au deuxième trimestre. Ipsos confirme aussi ses perspectives annuelles.

Alors que les violentes corrections boursières se multiplient ce jeudi 24 juillet, avec les gros gadins de Seb, Eurazeo ou STMicroelectronics, une société parvient à se démarquer. Il s'agit d'Ipsos dont la cote est clairement au beau fixe à la Bourse de Paris. Le spécialiste des études de marché et des sondages d'opinion bondit de 5%, occupant la tête du SBF 120, après une publication rassurante. Le chiffre d'affaires d'Ipsos entre avril et fin juin a atteint 586,6 millions d'euros, soit une croissance de 1% en données publiées. En données comparables, les re-



Les États-Unis et leurs alliés ont imposé une série de sanctions depuis l'invasion de la Crimée en 2014. Des entités liées à la Russie ont déjà été pointées par des experts — et pour certaines sanctionnées par le Trésor américain — pour avoir eu recours aux cryptomonnaies, notamment les stablecoins, afin d'esquiver ces mesures. Des internautes ont aussi envoyé directement des dons en ligne en cryptomonnaies aussi bien à l'armée ukrainienne qu'à des milices russes, ont démontré plusieurs cabinets d'analyse, comme Elliptic. Mais le problème pour Moscou, c'est que l'USDT, le stablecoin le plus répandu, adossé au dollar, est émis et «contrôlé par Tether, qui collabore avec les gouvernements occidentaux», explique Elise Thomas, qui a enquêté sur A7A5 pour le CIR. Tether a bloqué en mars dernier des portefeuilles virtuels stockant l'équivalent de 28 millions de dollars en USDT, détenus dans des portefeuilles virtuels sur la plus importante plateforme russe d'échange de cryptomonnaies, Garantex.

Influence en Molda-

La valeur de cette cryptomonnaie est garantie par des dépôts dans la banque Promsvyazbank, placée sous sanctions, car liée au pouvoir russe, et particulièrement à son secteur de la défense. Mais elle est enregistrée au Kirghizstan et échangée sur la plateforme Grinex, elle aussi établie dans cet ancien pays du bloc soviétique au «cadre légal favorable, moins sujet aux sanctions et autres pressions économiques» que la Russie, a lui-même reconnu Leonid Shumakov, directeur du projet A7A5, dans une interview diffusée sur internet. En moins de six mois, environ 150 millions de dollars ont été accumulés dans cette cryptomonnaie, d'après le décompte de Coin-MarketCap. Ces transactions ne sont pas forcément illégales, tempère M. Voloshin, de l'Acams, à moins que les entités impliquées ne soient «sous sanctions et essayent de se connecter au système financier mondial». Contactée par l'AFP, l'équipe de A7A5 n'avait pas répondu dans l'immédiat.

(afp)



venus ont progressé de 0,7%, ce qui marque une amélioration de la tendance d'un trimestre sur l'autre puisqu'ils avaient reculé de 1,8% sur les trois premiers mois de l'année 2025. Ipsos note que sa performance s'est améliorée dans toutes les zones

géographiques au deuxième trimestre, avec un retour à la croissance organique (en données comparables) en Europe, Moyen-Orient et Afrique (EMEA) et Amériques, ses deux principales régions.

©2025 BFM Bourse

Environnement

Le changement climatique, une «menace urgente et existentielle»

La plus haute juridiction de l'ONU a rendu un avis consultatif sans précédent. La responsabilité historique des grands pollueurs y est décrite.

La Cour internationale de Justice, plus haute juridiction de l'ONU, a commencé mercredi la lecture d'un avis consultatif sans précédent. Il porte sur les obligations légales des États pour freiner le changement climatique, avec une question clé: la responsabilité historique des grands pollueurs sera-t-elle engagée? «Les conséquences des changements climatiques (...) affectent tant les écosystèmes naturels que les populations humaines» et «mettent en évidence la menace urgente et existentielle que représentent les changements climatiques», a déclaré le juge Yuji Iwasawa dans les premières minutes de sa lecture des extraits de l'avis de plusieurs centaines de pages rendu dans cette affaire, la plus importante jamais examinée par cette juridiction, arguent les experts. Les conclusions de la Cour n'ont pas encore été rendues. L'avis sera consultatif et non contraignant, mais, rendu par la plus haute autorité judiciaire des Nations unies, il



établira une interprétation juridique solide pour fonder les actions ou décisions futures de législateurs, d'avocats et de juges du monde entier. Les Nations unies ont chargé les 15 juges de la CIJ de répondre à deux questions. Premièrement: quelles obligations les États ont-ils en vertu du droit international de protéger la Terre contre les émissions de gaz à effet de serre, majoritairement générées par la combustion du pétrole, du charbon et du gaz, pour les générations présentes et futures? Deuxièmement, quelles sont les conséquences juridiques de ces obligations pour les États

dont les émissions ont causé des dommages environnementaux, en particulier envers les États insulaires vulnérables de faible altitude? La Cour a dû organiser les plus grandes audiences de son histoire, avec plus de 100 nations et groupes prenant la parole, en décembre au Palais de la Paix. Des pays et militants du climat, frustrés par la lenteur des processus de négociations habituels, se tournent de plus en plus vers les tribunaux — nationaux et internationaux — pour forcer entreprises et États à agir, avec déjà quelques décisions en leur faveur.

(AFP)

Formation professionnelle

Le plan du gouvernement pour lutter contre la fraude

Le gouvernement va notamment mener une « nouvelle vague de contrôles à la rentrée 2025 », ciblant « une centaine d'établissements » avec des « suites parfois pénales », a annoncé le ministère de l'Économie mercredi.

Le gouvernement s'attaque à la fraude dans la formation professionnelle. Un plan interministériel de « qualité et lutte contre la fraude dans la formation professionnelle » est présenté ce jeudi par les ministères de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, du Travail et de l'Emploi, et du Commerce et de l'Artisanat. Pour renforcer la qualité des formations, ce plan entend d'abord « renforcer les obligations incombant aux organismes préparant à des certifications professionnelles », afin de « garantir que les formations préparent bien aux certifications professionnellement pour un candidat normalement constitué », a détaillé le ministère du Travail lors d'un point presse mercredi. « Ils doivent aussi présenter fidèlement les débouchés professionnels et les conditions d'inscription aux examens », explique-t-on.

Lutte contre les dérives sectaires et formations illégales



Ce plan prévoit ensuite de « déployer l'habilitation à former pour tous les diplômes du CAP au BTS », alors que les organismes de formation peuvent aujourd'hui former à ces diplômes sans autorisation préalable, selon le ministère de l'Éducation nationale. Le gouvernement compte également s'attaquer aux « détournements de la finalité de la formation » comme « les dérives sectaires » et « les formations qui concourent à l'exercice de profession réglementé » comme « l'exercice illégal de la médecine ». Autre objectif de ce plan interministériel : « enrichir les missions des CFA, en particulier sur « la prévention des risques professionnels » et « la lutte contre l'illettrisme des apprentis ». Il comprend par ailleurs un volet pour mieux « protéger », notamment par l'interdiction de certaines

clauses contractuelles, et « informer les jeunes et les actifs ». Le ministère du Travail envisage également de « transformer les processus de qualité des organismes de formation, en intégrant de nouveaux indicateurs à la certification Qualiopi [certification qui atteste de la qualité des prestations de formations délivrées par les organismes de formation], en enrichissant son référentiel ».

Des suites pénales contre les établissements qui fraudent

Le gouvernement entend enfin « déployer une politique de tolérance zéro contre la fraude en empêchant les organismes frauduleux d'exercer une activité de formation ». Et ce « en suspendant la déclaration d'activité des organismes en cas de suspicion de fraude », et aussi « en annulant ou refusant des déclarations d'activité d'organismes ne disposant pas de locaux ou ayant présenté des documents frauduleux ».

Avec latribune.fr

Fonds marins

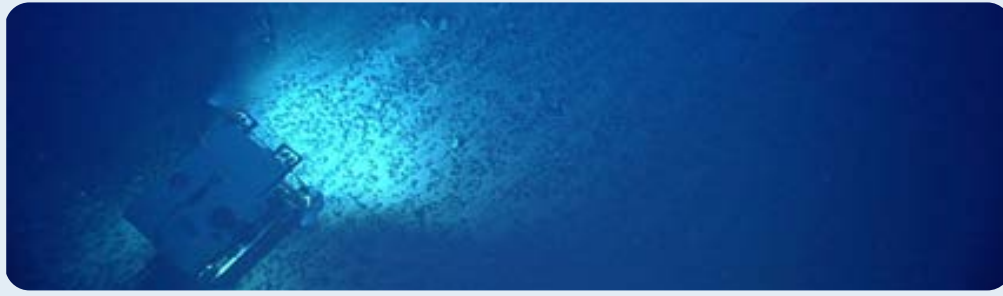
Pourquoi l'Autorité internationale est plus importante que jamais

Trente ans après sa création, l'Autorité internationale des fonds marins (AIFM) s'impose plus que jamais comme l'acteur central d'un espace encore méconnu mais âprement convoité : les profondeurs océaniques situées au-delà des juridictions nationales.

Depuis son siège de Kingston, en Jamaïque, l'organisation onusienne veille à ce que les ressources minérales de ces zones, riches en métaux rares, soient exploitées de manière équitable et durable – ou ne le soient pas du tout. Alors qu'États et entreprises privées se lancent dans une course effrénée à l'extraction des trésors sous-marins, l'AIFM entend faire barrage au chaos. « Il s'agit de notre patrimoine commun », explique sa secrétaire générale, Leticia Carvalho. Un rappel nécessaire à l'heure où les batteries de voitures électriques et les téléphones portables attisent une nouvelle ruée vers l'or des profondeurs – version cobalt, néodyme ou lanthane.

À quoi sert l'AIFM ?

Créée par la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, l'AIFM est chargée de gérer les res-



● © NOAA. Un véhicule télécommandé traverse un vaste champ de nodules de ferromanganèse, dans les profondeurs océaniques de l'Atlantique Nord, en 2021.

sources minérales présentes dans 54 % des océans, c'est-à-dire au-delà de toute souveraineté étatique. Elle a pour mandat d'encadrer les activités économiques dans les grands fonds, de garantir la protection de l'environnement marin, et de faire en sorte que les bénéfices tirés de ces ressources profitent à l'ensemble de l'humanité. Jusqu'ici, les États sont libres d'exploiter leurs zones économiques exclusives. Mais au-delà, aucune nation ni aucune multinationale ne peut prétendre à une appropriation unilatérale. D'où l'importance de l'AIFM, seule entité internationale habilitée à réguler ce

patrimoine commun, devenu théâtre d'après batailles diplomatiques.

Vers un code minier des abysses

Face à l'accélération des pressions extractives, l'AIFM planche sur un code minier censé poser les bases d'une exploitation responsable. L'objectif : concilier préservation des écosystèmes marins, principes de durabilité environnementale et partage équitable des retombées. Le projet de texte, au cœur de la 30^e session de l'organisation qui s'achève le 25 juillet à Kingston, suscite un vif intérêt. Car les enjeux sont colossaux. Le sous-sol marin re-

gorge de métaux stratégiques : cuivre, cobalt, or, nickel, zinc, argent... autant de matériaux indispensables à la transition énergétique, aux technologies numériques, et aux ambitions géopolitiques des puissances maritimes.

Les abysses, nouvelles décharges invisibles ?

Mais au-delà des métaux, les abysses sont aussi devenus le réceptacle silencieux d'une autre menace : le plastique. En 2020, l'AIFM a adopté un programme de recherche scientifique mondiale pour mieux comprendre les écosystèmes profonds, favoriser le partage de données,

et élucider le mystère du « paradoxe des plastiques manquants ». Chaque année, des millions de tonnes de déchets plastiques pénètrent dans les océans – mais une partie considérable reste introuvable. Où finit-elle ? Peut-être dans ces zones abyssales, où leur lente décomposition pourrait empoisonner la faune et la flore pendant des siècles.

Une biobanque mondiale pour les grands fonds

Pour renforcer les capacités de recherche et d'analyse, l'AIFM a lancé en juin la Biobanque des grands fonds (DBI), en marge de la Conférence des Nations Unies sur l'océan à Nice. Cette plateforme entend centraliser les échantillons biologiques et les données génétiques collectés dans les zones internationales. Elle vise à démocratiser l'accès à ces connaissances, notamment pour les pays en développement, tout en posant des standards scientifiques

communs. « La DBI est la réponse de l'AIFM à une nécessité croissante de renforcer la recherche, de partager les données, de développer les compétences et de démocratiser l'accès aux connaissances sur les grands fonds », explique Leticia Carvalho. L'ambition ? Offrir à chaque pays les moyens de mieux comprendre, et donc mieux protéger, les écosystèmes les plus reculés de la planète.

Une gouvernance océanique sous pression

Avec ses 170 membres, l'AIFM incarne une tentative rare de gouvernance planétaire dans un espace sans frontières. Mais son rôle, encore largement méconnu, s'annonce décisif. Entre appétits miniers, pollution invisible et biodiversité fragile, les abysses sont à la croisée des chemins.

Avec news.un.org

HOROSCOPE finance

Bélier Les questions financières deviendront une préoccupation majeure dans les foyers. L'état du budget familial sera donc un sujet sans fin de discussions avec votre conjoint. Vous risquez même de vous disputer violemment. Il serait sage de mettre au point ensemble une stratégie délimitant les responsabilités de chacun de vous deux.

Taureau Vous ne pourrez pas vous permettre de fantaisie dans la gestion de vos biens matériels. Il faudra de la rigueur, sinon de mauvaises surprises surgiront, au moment le plus inattendu qui soit.

Gémeaux Les astres vous seront peu favorables sur le plan financier. Si vous avez des actions en Bourse, notamment, une mauvaise surprise est possible. Vous aurez donc intérêt à vous montrer très vigilant.

Cancer Mettez un peu d'argent de côté, même si vous avez des achats à faire pour la maison et si vous pouvez facilement tout dépenser. Examinez bien vos dépenses envisagées, et vous verrez que vous pouvez parfaitement les réduire çà et là. Savez-vous qu' "il n'y a pas de source de profits aussi sûre que l'économie" (Publilius Syrus) ?

Lion La journée semble très calme sur le plan pécuniaire. Il faudra toutefois vous méfier de Mars. Cette planète n'est pas négative par nature ; elle va même réveiller votre envie d'améliorer votre équilibre financier, ce qui est évidemment une bonne chose. Mais attention, Mars peut aussi, dans le même mouvement, décupler votre envie d'achats. Il vous faudra donc veiller de très près à ne pas dépasser vos limites.

Vierge Ce sera le moment d'instaurer un programme strict d'économies et de gérer votre budget avec rigueur. Sans quoi, vous vous laisserez aller à de folles dépenses, et vous vous retrouverez bientôt dans une impasse.

Balance Plus que jamais vous miserez sur la prudence et le long terme dans le domaine financier. Ainsi, vous éviterez les opérations risquées mais, si vous avez quelques économies, vous effectuerez des placements sûrs. L'influence de Saturne vous incitera également à beaucoup penser à votre avenir matériel et à celui de vos proches. Ce sera le bon moment pour souscrire une assurance vie ou bien ouvrir un plan d'épargne retraite.

Scorpion Si vous n'avez pas vidé votre compte en banque pour des dépenses somptuaires, tout devrait bien aller côté finances cette fois. Vous pourriez même trouver des solutions afin d'améliorer à plus long terme votre gestion et vous garantir ainsi un meilleur équilibre budgétaire.

Capricorne Les questions financières seront particulièrement intéressantes aujourd'hui. Vous saurez vous battre pour obtenir gain de cause, et aussi contourner les obstacles quand cela s'avérera nécessaire. Les contrats seront favorisés car vous saurez judicieusement défendre vos intérêts. Vous récolterez quelques gains confortables ; mais ce ne sera pas une raison pour jeter l'argent par les fenêtres ! Restez modéré, et gardez les pieds sur terre.

Sagittaire Dans le domaine financier, la journée s'annonce morose. Vous devrez absolument éliminer les dépenses superflues pour réussir à équilibrer votre budget. Mais la situation pourra changer si vous jouez à un jeu de hasard ; consultez votre nombre de chance du jour.

Verseau La présence de Mars dans votre Ciel vous sera fort utile. Vous pourrez prendre des initiatives audacieuses et régler d'importants problèmes pécuniaires. Ne faites pas de sentiments dans les affaires.

Poisson Vous investirez peut-être dans une affaire qui ne sera pas immédiatement rentable. Quoi qu'il en soit, ne vous laissez pas rouler dans la farine par des gens plus téméraires ou plus machiavéliques que vous. Votre point fort, ce sera de tout prévoir. Vous serez très en verve, et toutes les professions où l'on doit argumenter et persuader seront favorisées.

L'économiste du Togo

Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207
Adresse : Rue Entreprise de l'Union, en face de la Pharmacie des Roses – Agoè Télèssou
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Hélène MARTELOT
(+228 90 49 27 88)

Rédacteurs

Joël YANCLO

Nicole ESSO

Junior AREDOA

Vivien ATAHPABEM

Wilson LAWSON

Directeur Commercial

Eli DEKOU

(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

A.Koffivi. AMOUZOUKPE



AFRIQUE FORTUNE SARLU
Vivre serein dans une propriété sécurisée



Sise à Avedji carrefour Limousine, Lomé Togo

Tel : **91068288/ 90339292**

Domaine d'intervention : *Expertise juridique, gestion des successions, expertise foncière et immobilière, achat et vente d'immeubles, bâtiment et travaux publics, commerce général import-export.*

Épargne & Crédit

La COOPEC ILEMA célèbre 30 ans d'engagement

La Coopérative d'Épargne et de Crédit ILEMA (COOPEC ILEMA), créée en 1995 et reconnue comme institution financière autonome en 2005, vient de franchir une étape majeure de son histoire : son 30ème anniversaire.

Les activités marquant cette journée jubilaire, dédiée à l'institution et à ses agents ayant accompli 15, 20 ou 25 ans de carrière, ont été officiellement lancées. C'est à Atakpamé, ce samedi 26 juillet 2025, qu'une rencontre inaugurale s'est tenue. Elle a été marquée par : Une conférence-débat sur le thème « PRÉSERVONS LE PATRIMOINE ILEMA » ; Un rappel historique de la COOPEC ILEMA ; Un sketch pédagogique simulant les mécanismes de la tontine, des opérations de caisse et de l'octroi de crédit. Cet événement s'inscrit dans le cadre des manifestations prévues pour célébrer ce jubiilé de perles, dont le point d'orgue sera le 8 septembre 2025. Il a offert un espace privilégié d'expression et de dialogue entre l'administration et les agents, incarnant les valeurs fondamentales de l'institution : intégrité, professionnalisme, esprit d'équipe et engagement durable. Un moment rare de reconnaissance et d'épanouissement collectif. La rencontre a souligné les efforts et la détermination des pionniers, dont l'héritage de valeurs est essentiel pour assurer la continuité et le progrès de la COOPEC ILEMA. Mme ANDELE Amina, lors de sa présentation historique, a structuré son intervention autour de trois piliers : La naissance de



l'institution ; Son évolution ; Ses valeurs cardinales : zèle au travail, honnêteté et humilité. Elle a lancé un appel vibrant à chaque agent pour « travailler avec sincérité, intégrité et respect des règles », en évitant toute utilisation personnelle des fonds institutionnels. Elle a également exprimé sa profonde gratitude envers le Président du Conseil d'Administration (PCA), tous les élus, et particulièrement M. KITA Dossou Boukoulakou, l'actuel Directeur Général, saluant sa sagesse, sa détermination et le travail de son équipe dirigeante. Un temps fort de la journée fut la mise à l'honneur du personnel jubilaire (15, 20 et 25 ans de service), ponctuée par des danses collectives dans une ambiance festive et une traditionnelle photo de famille, symboles de l'unité retrouvée. Prenant la parole au nom du Conseil d'Administration et des autres organes, M. KITA Dossou Boukoulakou, DG, a adressé ses vives félicitations

et sa reconnaissance aux agents qui font la fierté de la COOPEC ILEMA. S'adressant aux nouvelles recrues, il les a vivement encouragées et proposées en exemple, leur rappelant que pour mériter un jour un tel honneur, il faut « accepter les sacrifices, refuser les ambitions démesurées, agir avec discernement et persévérance ». Il a salué la présence précieuse des anciens présidents et élus, garants de la mémoire et des valeurs que le personnel doit méditer pour réussir sa carrière. Il a également remercié chaleureusement ses collègues et amis, M. ADJAMAGBO Nyivih et M. FOMBI Dodzi, pour leur présence malgré leurs emplois du temps chargés. M. KODJO Kokou Ayéfounin, Directeur Administratif et Financier, a rendu hommage aux pionniers, véritables piliers de la stabilité, de la réputation et de la performance de la coopérative. Il a également remercié les organisateurs de cette fête « à l'image de l'institution ».

Avec Togoreport

Culture

5ème édition du Festival International des Kélégbéto

Le Festival International des Kélégbéto (FIKE) a lancé officiellement sa 5^e édition le jeudi 24 juillet 2025, dans une ambiance électrique et devant un public enthousiaste venu des quatre coins du Togo, du Bénin et au-delà.

Placé sous le signe de la préservation du patrimoine culturel Zangbéto, ce grand rendez-vous initié par l'association TOFODJI de Séko a bénéficié du soutien technique et financier de l'OCT-SBT, l'UEMOA et la Coopération Suisse. La cérémonie d'ouverture, tenue à l'auberge Ma Destinée de Séko, a débuté par une conférence captivante sur le thème « Origine et valeurs culturelles des Kélégbéto », posant les bases d'un festival dédié aux traditions ancestrales. La soirée s'est ensuite enflammée avec une prestation vibrante des Frères 2G GUEDENHOUGUE, dont la performance a conquis l'assistance, suscitant ovations et danses spontanées. Seize (16) couvents Kélégbéto, représentant fièrement le Togo



et le Bénin, participent à cette édition. La première phase (24-27 juillet) voit s'affronter huit d'entre eux, dont l'équipe A – Gbadjavi Condji, Hlandé-kpodji, Agbanakin et Akpadéyi-Condji qui ont dévoilé dès le premier jour la puissance spirituelle et protectrice des Zangbéto lors de rituels époustouffants. Les huit meilleurs couvents s'aff-

fronteront en phase finale du 9 au 12 octobre 2025. Parmi les personnalités marquantes présentes : Benoît Amavi MENSAH, maire de Séko, Le Secrétaire Général de la préfecture des Lacs, représentant le préfet, M. EKLOU Atsou, maire de la commune Bas-Mono 2, Les chefs traditionnels et cadres locaux, Les partenaires OCT-SBT, UEMOA et Coopération Suisse, Un public nombreux, témoignage de l'attachement aux racines culturelles. Jusqu'au 27 juillet, Séko vibrera au rythme des danses sacrées, des chants traditionnels et des cérémonies mystiques. À ne pas manquer : La phase finale en octobre, où l'intensité spirituelle et artistique promet d'atteindre son paroxysme !

Avec Togoreport

Togo

L'ANPE recrute 1000 étudiants pour des stages en entreprises

L'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) a lancé le jeudi 24 juillet un appel à candidatures pour le placement de 1000 étudiants en stage d'immersion en entreprise. Cette initiative s'inscrit dans le cadre du programme « Vacances actives en entreprise », qui vise à renforcer l'employabilité des jeunes et à faciliter leur insertion socioprofessionnelle.

Les stages, d'une durée d'un mois, se dérouleront durant les mois d'août et septembre, en partenariat avec des entreprises du secteur privé. Ils permettront aux bénéficiaires

de découvrir le monde professionnel et de développer des compétences pratiques et relationnelles. Les postulants devront être de nationalité togolaise, âgés de 18 à 35 ans, et régulièrement inscrits dans

un établissement d'enseignement supérieur agréé au titre de l'année académique 2024-2025. Le dépôt des candidatures, prévu jusqu'au 03 août, s'effectue exclusivement en ligne.



République Togolaise
Travail Libère l'Homme

APPEL À CANDIDATURES N°002/2025/ANPE/DOPP

Relatif à des offres de stage de vacances actives pour étudiants.

Dans le but d'améliorer l'employabilité des jeunes et de faciliter leur insertion socioprofessionnelle, l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE), en partenariat avec le secteur privé, lance un appel à candidatures pour le placement en stages de mille (1 000) étudiants. Ces stages d'immersion en entreprises, d'une durée d'un (01) mois, visent à permettre aux bénéficiaires de découvrir le monde professionnel et de développer des compétences pratiques et relationnelles.

CONDITIONS À REMPLIR PAR LE POSTULANT

- ✓ Être de nationalité togolaise ;
- ✓ Être âgé de 18 à 35 ans ;
- ✓ Être régulièrement inscrit, au cours de l'année 2024-2025, dans un établissement d'enseignement supérieur agréé par l'Etat ;
- ✓ Avoir validé au moins 120 crédits en parcours licence ou être inscrit en parcours master ;
- ✓ Être admissible à l'examen du BTS/DUT ou équivalent session 2025 et avoir obtenu le BAC 2 en 2022 ou 2023 ;
- ✓ Pour les étudiants en parcours licence ou équivalent, avoir obtenu le BAC 2 en 2021 ou 2022 ;
- ✓ Pour les étudiants en parcours master, avoir obtenu le BAC 2 en 2019, 2020 ou 2021 ;
- ✓ N'avoir pas été bénéficiaire du programme AIDE ou du programme de volontariat national.

Vous êtes un(e) jeune étudiant(e) disposé(e) à apprendre en situation réelle de travail, vous remplissez les conditions ci-dessus, faites parvenir à l'ANPE votre dossier de candidature en remplissant le formulaire disponible sur le : www.anpetogo.org, au plus tard le 03 août 2025 à minuit.

PIÈCES À JOINDRE

- ✓ Copie de la carte d'identité nationale ou du passeport en cours de validé ;
- ✓ Copie de la carte d'étudiant ;
- ✓ Copie de l'attestation du BAC 2 ;
- ✓ Copie de l'attestation d'admissibilité au BTS/DUT ;
- ✓ Copie du dernier relevé de notes pour les étudiants en parcours licence ;
- ✓ Copie du relevé de notes ou de l'attestation de licence pour les étudiants en parcours master.

DURÉE ET PÉRIODE DU STAGE

La durée du stage est d'un (1) mois couvrant les mois d'août et de septembre 2025.

La direction générale de l'ANPE rappelle aux étudiants postulants que toutes ses prestations aux jeunes sont entièrement gratuites.

Pour tout renseignement, veuillez contacter le numéro vert gratuit de l'ANPE : 8384.



Bretelle de Kikamé au 244 BKK, Avenue de la Chance à côté de l'ancienne Eglise catholique Bè Kikamé
TEL : +228 22 25 97 74/77/78/94 - B.P. 4306 LOME - TOGO - Email : anpetogo@anpetogo.org
Site web : www.anpetogo.org

Opportunités !!!

Chambres meublées, spacieuses et climatisées sises à Cotonou – Sikecodji - non loin de l'Etoile Rouge.

Meilleurs tarifs avec une bonne connexion internet.

Appeler le : (+229) 69 19 08 80 / 60 91 78 00 / 97 14 85 43.

Le saviez
vous ?
**NOUS VOUS
PRÊTONS**
en attendant que vos
clients vous paient.

Jusqu'à

80 %du montant
des créancesDurée
jusqu'à 1 an
renouvelable**BANK OF AFRICA**
BMCE GROUPwww.boatogo.com